

Publications périodiques

Comptes annuels

UBS (FRANCE) S.A.
Société Anonyme au capital de 125 726 944 €
Siège social : 69, boulevard Haussmann, 75008 Paris
421 255 670 RCS PARIS

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2019

Exercice social du 01/01/2018 au 31/12/2018

I. Bilan au 31 décembre 2018.

(En milliers d'euros)

Actif	2018	2017	Note
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P.	294 338	197 615	4,1
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0	
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	644 750	688 204	4,2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 658 836	2 363 250	4,3
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	788	1	4,4
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	125	107	4,5
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11 811	21 727	4,5
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	48 964	42 094	4,6
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 416	949	4,6
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0	
ACTIONS PROPRES	0	0	
AUTRES ACTIFS	16 879	16 063	4,7
COMPTES DE REGULARISATION	20 367	26 027	4,8
TOTAL ACTIF	3 698 274	3 356 037	

Passif	2018	2017	Note
BANQUES CENTRALES	35	45	4,1
DETTES ENVERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 007 675	1 859 097	4,2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 512 455	1 323 079	4,3
AUTRES PASSIFS	22 973	23 622	4,6
COMPTES DE REGULARISATION	26 346	30 937	4,7
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 997	5 441	4,9
DETTES SUBORDONNEES	0	0	
CAPITAUX PROPRES	111 794	113 816	
- Capital souscrit	132 976	132 976	4.10 / 4.11
- Primes d'émission	9 966	9 966	4,10
- Réserves	5 893	5 893	4,10
- Provisions réglementées	0	0	
- Report à nouveau	(35 018)	(35 213)	4,10
- Résultat de l'exercice	(2 023)	194	4,10
TOTAL PASSIF	3 698 274	3 356 037	

II. Hors-Bilan.

	2018	2017	Note
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	641 527	401 582	5
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	124 258	54 248	5
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0	5
TOTAL	765 785	455 830	
ENGAGEMENTS RECUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	5
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	49 086	88 051	5
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0	5
TOTAL	49 086	88 051	

III. Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

(En milliers d'euros)

		2018	2017	Note
+	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	28 163	26 354	6,1
-	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	4 055	3 487	6,1
+	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	1 308	0	
+	COMMISSIONS (PRODUITS)	77 363	79 595	6,2
-	COMMISSIONS (CHARGES)	3 356	4 169	6,2
+/-	GAINS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	(352)	(200)	6,3
+/-	GAINS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0	
+	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 154	3 938	6,4
-	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	10 509	8 099	6,4
	PRODUIT NET BANCAIRE	90 716	93 931	
-	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	81 606	86 464	6,5
-	DOTATIONS AUX AMORT. & PROV./IMMOBILISATIONS	1 254	707	
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7 856	6 760	
+/-	COUT DU RISQUE	390	151	6,6
	RESULTAT D'EXPLOITATION	8 246	6 911	
+/-	GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	5 784	(7 579)	6,7
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	14 030	(668)	
+/-	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(15 005)	533	6,8
-	IMPÔT SUR LES BENEFICES	1 048	(328)	
+/-	DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	
	RESULTAT NET	(2 023)	194	
	Résultat par action (en euro)	(0,21)	0,02	

IV. Annexe.

Exercice clos le 31 décembre 2018

1. Présentation générale de la société.

L'activité d'UBS (France) S.A. (la "Société") consiste à effectuer avec ses clients (personnes physiques ou morales, français ou étrangers) toutes opérations de banque, activités connexes et prises de participation.

La Société exerce notamment les services de réception-transmission d'ordres pour compte de tiers ("RTO"). Elle est en outre habilitée à exercer une activité de teneur de compte-conservateur. La Société a été habilitée à exercer l'activité de négociation pour compte propre en décembre 2001. La Société peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par les autorités de tutelle compétentes, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus.

UBS (France) S.A. est détenue à 99.99 % par UBS Holding (France) SA et est incluse dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe ayant à sa tête UBS Holding (France) SA, ainsi que dans le périmètre consolidé de cette dernière.

Elle détient à son tour 51% de la société UBS La Maison de Gestion S.A.S.

Au 31 décembre 2018, UBS Holding (France) SA, détenue à 99.99 % par UBS International Holdings B.V., est consolidée avec ses filiales dans les comptes du Groupe UBS A.G., dont le siège social est situé à Zurich et à Bâle (Suisse).

2. Evénements marquants de l'exercice.

En date du 27 mars 2018, la filiale UBS La Maison de Gestion S.A.S., dont UBS (France) S.A. était l'actionnaire unique, a ouvert son capital à la société Maifin S.à.r.l. à hauteur de 49% ; UBS (France) S.A. reste actionnaire majoritaire de cette entité UBS à hauteur de 51%.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux Etablissements de Crédit de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire (articles 1111-1 à 1124-61), modifié et amendé.

Ces comptes ont été arrêtés dans le respect des règles de prudence, de la permanence des méthodes d'évaluation et de la continuité de l'exploitation.

3.1 Titres de placement, Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de placement regroupent les titres acquis avec un objectif de détention supérieur à 6 mois sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur coût d'acquisition. A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

Les titres de participation regroupent les titres des sociétés dont la possession durable est utile à l'activité de l'établissement ou des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence sur la gestion ou dont elle détient le contrôle. Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

3.2 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition conformément au règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité conformément au règlement ANC 2014-07 article 1124-5.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

	Mode	Durée
Logiciels Informatiques	L	1 ou 5 ans
Immobilisations incorporelles (relation clientèle)	L	8 ans
Installations et Agencements	L	9 ans
Matériels de Bureau	L	5 ans
Matériels Informatiques	L	entre 3 et 5 ans
Mobiliers de Bureau	L	10 ans

Les fonds commerciaux inscrits au bilan pour un montant de 73.499 K€, et dépréciés à hauteur de 33.800 K€, ont été acquis.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortissables. Etant lié à l'activité de l'entreprise dans son ensemble, leur durée d'utilisation est non limitée. Les fonds commerciaux sont indissociables de l'activité de la société, ils font l'objet d'un test de dépréciation prenant en compte cette analyse. Les fonds commerciaux sont dépréciés lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur d'utilité évaluée à partir du montant des actifs sous gestion.

Les articles des règlements ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatifs à la comptabilisation, aux amortissements dépréciation et évaluations des actifs sont applicables à la Société.

3.3 Créances clientèle et dépréciation des créances douteuses

Les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatifs au traitement comptable du risque de crédit sont applicables à la Société.

En application de ce règlement, les encours douteux correspondent à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien.

Par ailleurs, un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse sont prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation.

Concernant les dépréciations des créances douteuses, les risques potentiels de non-recouvrement sont individualisés. UBS (France) S.A. constitue en conséquence une dépréciation inscrite en réduction de l'actif et classée en résultat sous la rubrique "coût du risque". Le montant de cette dépréciation est estimé en tenant compte de la valeur de marché des actifs détenus en garantie. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

3.4 Conversion des actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au taux de change de la clôture de l'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le montant des opérations en devise en contre-valeur euro dans les comptes au 31 décembre 2018 s'élève à :

	KEUR
Total actif	95 501
Total passif	92 339

3.5 Comptabilisation des charges et des produits

Intérêts, courtages et commissions

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les courtages et commissions sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations. Les autres commissions font l'objet de provisions à la fin de la période dans laquelle elles sont acquises.

3.6 Provisions

Conformément aux principes comptables français (règlement ANC 2014-03), une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'elle constitue une obligation actuelle de l'entité résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

La Société ne comptabilise pas de provision au titre d'un passif éventuel constitutif :

- soit d'une obligation résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- soit d'une obligation dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

Les provisions pour litiges avec des clients ou des salariés sont dotées après examen de l'avis des avocats en charge et en fonction du degré de probabilité de la responsabilité d'UBS (France) S.A.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont calculées en utilisant la méthode rétrospective sur la base du salaire annuel théorique, de l'ancienneté et de l'âge de l'employé, en accord avec la réglementation en vigueur.

3.7 Intégration fiscale

En application des articles 223A et suivants du CGI, la Société est intégrée fiscalement dans le groupe UBS Holding (France) SA. En vertu de la convention d'intégration, UBS (France) S.A. enregistre, le cas échéant, une charge d'impôt identique à ce qui aurait été en l'absence d'intégration.

L'option pour ce régime a été renouvelée au 31 décembre 2015 par tacite reconduction pour une durée de cinq ans.

3.8 Participation des salariés

La participation des salariés est calculée suivant les règles de droit commun : ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986, enrichie et développée par la loi n°2001-152 du 19 février 2001.

3.9 Provision bonus différés

La Société comptabilise les bonus différés de façon étalée conformément aux conditions d'octroi stipulées dans les plans.

4. Compléments d'information sur le bilan et le Hors-Bilan. (Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros)

4.1 Caisse, Banques Centrales

Le montant du poste caisse et banques centrales s'analyse comme suit :

	2018		2017	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Caisse	440		362	
Banques Centrales	293 898	35	197 253	45
	294 338	35	197 615	45

Le poste Banques Centrales correspond au dépôt à la Banque de France d'un montant de 294 millions d'euros en 2018 contre 188 millions d'euros en 2017, dont 270 millions d'euros représentatif des actifs liquides de haute qualité pour le respect du ratio de liquidité à court terme LCR et 24 millions d'euros de réserves obligatoires.

4.2 Créances et dettes sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2018	2017
Comptes ordinaires débiteurs	614 807	615 541
Comptes et Prêts à terme	29 801	72 651
Créances rattachées	143	11
	644 750	688 204
dont opérations avec les établissements liés	636 558	573 061
dont opérations à moins de 1 an	644 750	688 204
dont opérations entre 1 et 5 ans	0	0
dont opérations à plus de 5 ans	0	0

L'évolution des créances sur les établissements de crédit résulte d'opérations de trésorerie réalisées au sein du groupe UBS.

Les dettes vis à vis des établissements de crédit s'analysent comme suit :

	2018	2017
Comptes ordinaires créditeurs	9 676	14 180
Comptes et Emprunts à terme	1 997 344	1 844 408
Dettes rattachées	655	510
	2 007 675	1 859 097
dont opérations avec les établissements liés	2 007 322	1 858 346
dont opérations à moins de 1 an	867 512	1 097 211
dont opérations entre 1 et 5 ans	1 068 880	736 783
dont opérations à plus de 5 ans	71 283	25 103

Les dettes sont essentiellement contractées avec le groupe UBS.

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale et par principe de prudence, une dépréciation est constituée lorsqu'apparaît une perte probable.

4.3 Créances et dettes sur la clientèle

Les créances sur la clientèle s'analysent comme suit :

	2018	2017
Comptes ordinaires débiteurs	720 314	506 181
Comptes et Prêts à terme	1 956 522	1 856 919
Créances douteuses	0	150
	2 658 836	2 363 250
dont opérations à moins de 1 an	1 518 582	1 598 758
dont opérations entre 1 et 5 ans	1 070 971	741 443
dont opérations à plus de 5 ans	69 283	23 049

Le tableau ci-dessous présente la situation des créances douteuses

Encours créances douteuses au 31/12/17	Variation créances 2018	Encours créances douteuses au 31/12/18	Dépréciation des créances douteuses au 31/12/17	Reprises de dépréciation 2018	Dotations de dépréciation 2018	Dépréciation des créances douteuses au 31/12/18	Valeur nette des créances douteuses au 31/12/18
1 138	(1 136)	2	988	(1 136)	150	2	(0)

La totalité des créances douteuses comptabilisées au 31 décembre 2018 correspondent à des encours douteux compromis.

Les dettes vis à vis de la clientèle s'analysent comme suit :

	2018	2017
Comptes ordinaires créditeurs	1 401 529	1 176 820
Dépôts à terme	20 541	73 360
Comptes épargne à régime spécial	90 384	72 899
	1 512 455	1 323 079
dont opérations à moins de 1 an	1 512 455	1 323 079
dont opérations entre 1 et 5 ans	0	0
dont opérations à plus de 5 ans	0	0

4.4 Titres de placement

Dénomination	31/12/2018			31/12/2017
	Valeur brute comptable	Acquisition Cession	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres SAFRAN	0	787	787	0
Parts OPCVM	1	0	1	1
	1	787	788	1

4.5 Titres de participations

Dénomination	Adresse du siège social	Part du capital détenu	31/12/2018			31/12/2017
			Valeur brute comptable	Acquisition Cession	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Part dans les entreprises liées						
UBS La Maison de Gestion	4, Place Saint-Thomas d'Aquin - 75007 Paris	51,00%	21 726	(9 916)	11 810	21 726
Selected Strategies Advisory	Iles vierges britannique	ns	1	0	1	1
	Sous-total		21 727	(9 916)	11 811	21 727
Autres titres détenus à LT						
OSEO	27-31, av. du Général Leclerc - 94710 Maison Alfort	ns	10	0	10	10
Fonds de Garantie	4, rue Helevy - 75009 Paris	ns	93	18	111	93
Sofaris	27-31, av. du Général Leclerc - 94710 Maison Alfort	ns	4	0	4	4
	Sous-total		107	18	125	107
	TOTAL		21 834	(9 898)	11 936	21 834

La Société a cédé 49% de sa participation dans la société UBS La Maison de Gestion le 31 mars 2018.

4.6 Immobilisations

INTITULES	Immobilisation			Amortissement			Valeur Nette Comptable
	Début exercice	Mvt	Fin exercice	Début exercice	Mvt	Fin exercice	
Immobilisations incorporelles							
- Fonds commercial	73 499	0	73 499	(33 800)	0	(33 800)	39 699
- Logiciels	7 082	4 799	11 881	(6 632)	(844)	(7 475)	4 406
- Autres (relation clientèle)	2 074	0	2 074	(130)	(259)	(389)	1 685
- Immobilisation en cours	0	3 174	3 174	0	0	0	3 174
Total:	82 656	7 973	90 629	(40 562)	(1 103)	(41 664)	48 964
Immobilisations corporelles							
- Installation et agencement	2 253	638	2 891	(2 222)	(38)	(2 260)	632
- Mobilier	2 446	342	2 788	(2 437)	(39)	(2 476)	312
- Mat. Informatique et téléphonique	3 678	318	3 996	(3 356)	(167)	(3 523)	472
- Immobilisation en cours	587	(587)	(0)	0	0	0	(0)
Total:	8 964	711	9 675	(8 015)	(244)	(8 259)	1 416
TOTAL	91 620	8 685	100 304	(48 577)	(1 347)	(49 924)	50 381

4.7 Autres actifs / passifs

Les postes du bilan "Autres actifs" et "Autres passifs" sont constitués des éléments suivants :

	2018		2017	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Dépôts de garantie reçus/versés	12 843	0	13 184	0
Créances/dettes fiscales	3 784	5 494	1 679	4 221
Créances/dettes sociales	141	17 414	233	18 041
Autres débiteurs / créditeurs divers	111	65	967	1 360
	16 879	22 973	16 063	23 622

Le poste Dépôts de garantie à l'actif correspond principalement à une caution de 10 millions d'euros versés dans le cadre de la mise en examen de la Société (cf point 4.9 ci après).

Les créances fiscales sont constituées par la TVA déductible. Les dettes fiscales sont constituées par la TVA collectée, les taxes sur les rémunérations ainsi que les prélèvements forfaitaires à payer.

Les dettes sociales sont principalement constituées de charges de personnel.

4.8 Comptes de régularisation actif / passif

Les comptes de régularisation actif et passif se composent des éléments suivants :

	2018		2017	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Produits à recevoir / Charges à payer	18 038	23 620	25 349	28 078
Charges/Produits constatés d'avance	1 035	2 483	365	1 608
Divers	1 294	243	314	1 251
	20 367	26 346	26 027	30 937

Les produits à recevoir et charges à payer sont composés essentiellement de commissions.

4.9 Provisions

	2017	Dotation	Reprise Utilisation	2018
Provision charges de personnel et charges diverses	1 413		(362)	1 051
Provision pour indemnités de retraite	479	131	(137)	473
Provision risques divers	3 550		(3 094)	456
Provision risques judiciaire	0	15 000		15 000
	5 441	15 131	(3 592)	16 980

Les provisions pour départ à la retraite sont calculées par application des hypothèses détaillées au point 6.11 et ne couvrent que les départs à l'initiative de l'employé.

Le poste provision charges de personnel correspond à des provisions pour licenciement.

Le poste provision risques divers correspond à des provisions pour litiges clients et personnel.

Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte en février 2011 confiée au Pôle financier du Tribunal de grande instance de Paris, UBS AG et UBS (France) S.A. ont été mises en examen le 31 mai 2013, la première du chef de démarchage illicite et de blanchiment de fraude fiscale, la seconde du chef de complicité de démarchage illicite, placée sous le statut de témoin assisté pour blanchiment de fraude fiscale et placée sous contrôle judiciaire. Par la suite, par ordonnance des magistrats en charge de l'instruction judiciaire en date du 18 mars 2015, la Société a été mise en examen pour complicité de blanchiment de fraude fiscale entre 2004 et 2008 et placée sous le statut de témoin assisté pour le même chef entre 2009 et 2012. Cette mise en examen a été assortie d'une caution de 40 millions d'euros. Ce montant, après appel interjeté par la Société, a été sensiblement revu à la baisse à 10 millions d'euros par la Chambre de l'Instruction de la Cour d'Appel de Paris le 11 mai 2015. L'instruction terminée, les magistrats instructeurs ont saisi le tribunal correctionnel aux fins de juger les faits reprochés. L'audience s'est déroulée devant la 32^e chambre de ce tribunal du 8 octobre au 15 novembre 2018.

Par un jugement rendu le 20 février 2019, le Tribunal correctionnel de Paris a jugé notamment UBS AG coupable de démarchage illicite et de blanchiment de fraude fiscale et UBS (France) S.A. coupable de complicité de démarchage illicite et de complicité de blanchiment de fraude fiscale. Le Tribunal a ainsi condamné UBS AG à verser une amende de 3,7 milliards d'euros et UBS (France) S.A. à 15 millions d'euros ; elle a également fait droit à une demande de dommages et intérêts formulée par la partie civile, l'Etat français, en octroyant à cette dernière la somme de 800 millions d'euros dont seraient redevables UBS AG, UBS (France) S.A. et plusieurs personnes physiques, à titre solidaire. UBS AG et UBS (France) S.A. ont fait appel de la décision devant la Cour d'appel qui réexaminera l'affaire dans son intégralité, laquelle pourra être portée, le cas échéant et s'agissant des éléments de droit, devant la Cour de cassation. L'appel interjeté contre le jugement a un effet suspensif.

UBS (France) S.A. est en profond désaccord avec le verdict rendu. UBS (France) S.A. estime qu'à l'appui des textes en vigueur et des faits retenus, ce jugement devrait être infirmé. En effet, UBS (France) S.A. a la conviction qu'elle a appliqué, dans toutes leurs dispositions, les textes français ainsi que la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne.

Nonobstant le fait qu'UBS (France) S.A. estime être relaxée devant la Cour d'appel, compte tenu de l'incertitude inhérente à toute procédure de ce type et de la multiplicité des décisions juridictionnelles possibles, UBS (France) S.A. a inscrit une provision de 15 millions d'euros dans son bilan au 31 décembre 2018. Bien que la condamnation définitive puisse être supérieure au montant provisionné, UBS (France) S.A. estime que cette hypothèse n'est pas la plus probable.

4.10 Capitaux propres

	Capital	Primes de fusion	Réserve légale	Aut. Rés.	RAN	Résultat	Total
Au 31 décembre 2016	125 727	9 149	2 573	3 320	(45 853)	10 641	105 557
Affectation					10 641	(10 641)	
Réduction capital	(94 295)	94 295					
Augmentation capital	101 544	(93 478)					
Résultat 2017						194	
Au 31 décembre 2017	132 976	9 966	2 573	3 320	(35 212)	194	113 816
Affectation					194	(194)	
Réduction capital							
Augmentation capital							
Résultat 2018						(2 023)	
Au 31 décembre 2018	132 976	9 966	2 573	3 320	(35 019)	(2 023)	111 793

L'assemblée générale mixte du 31 mai 2018 a procédé à l'affectation suivante :

Bénéfice de l'exercice	194 099,00	euros
Report à nouveau	(35 212 516,00)	euros
Total distribuable	(35 018 417,00)	euros
Dotation à la réserve légale	0,00	euros
Dividendes	0,00	euros
Solde en Report à nouveau	(35 018 417,00)	euros

4.11 Capital social

	2018	2017
UBS Holding (France) SA	9 498 232	9 498 232
Autres	22	22
	9 498 254	9 498 254

A la clôture de l'exercice 2018, le capital social se compose de 9.498.254 actions ordinaires d'une valeur nominale de 14 euros.

5. Engagements hors bilan :

- Engagements de financement :

	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	641 527	401 582
Engagements reçus	0	0

Les engagements de financement donnés en faveur de la clientèle au 31/12/2018 correspondent à la part non utilisée des autorisations de découvert.

- Engagements de garantie

	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	124 258	54 248
Engagements reçus	49 086	88 051

Les engagements de garantie donnés au 31/12/2018 correspondent aux engagements en faveur de la clientèle.
Les engagements reçus correspondent aux contre-garanties émises par le groupe.

6. Compléments d'informations sur le compte de résultat.
(Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros)

6.1 Produits et charges d'intérêts et assimilés

Les produits & charges d'intérêts se détaillent comme suit :

	2018		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	3 482	1 652	3 042	1 095
Opérations avec la clientèle	572	26 511	445	25 258
	4 054	28 163	3 487	26 354

6.2 Commissions

Les commissions se détaillent comme suit :

	2018		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Commission de gestion/droits de garde	0	9 473	0	10 426
Commissions sur opérations sur titres	2 976	24 858	3 433	28 065
Commissions prestations de services financiers	0	42 739	0	40 964
Autres commissions	380	293	736	140
	3 356	77 363	4 169	79 595

Les commissions de change au 31/12/2017 initialement reportés en "Gains sur opérations des portefeuilles de négociation", ont été reclassés en "Commissions (Produits)" pour un montant de 4.3m€.

6.3 Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation

Les gains ou pertes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Charges diverses sur opérations sur titres	(267)	(134)
Gains/pertes sur titres de transaction	0	0
Gains/pertes sur opérations de change	(85)	(66)
Gains/pertes sur instruments financiers à terme	(0)	0
	(352)	(200)

6.4 Autres produits/charges d'exploitation bancaire

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire se détaillent comme suit :

	2018		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits rétrocédés / Charges refacturées	9 362	(0)	7 442	0
Produits/charges divers et accessoires	1 147	2 154	657	3 938
	10 509	2 154	8 099	3 938

6.5 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se détaillent comme suit :

	2018	2017
Salaires et traitements	33 396	32 861
Charges de retraite	3 392	3 257
Autres charges sociales	11 114	10 368
Participation et intéressement	319	815
Taxes sur rémunérations	4 654	4 612
Impôts et taxes	963	1 105
Locations	6 848	1 408
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	15 316	22 259
Transports et déplacements	728	760
Autres services extérieurs	18 407	19 225
Charges refacturées	(10 278)	(9 439)
Provision charges générales d'exploitation	(3 253)	(768)
	81 606	86 464

Sur l'année 2018, UBS France SA a employé une moyenne 340 personnes dont la répartition est comme suit :

	Non Cadre	Cadre	Total
Effectif	71	269	340
Total	71	269	340

6.6 Coût du risque

	2018	2017
Dotation/Reprise provision pour dépréciation comptes clients	986	(145)
Dotation/Reprise provision pour risques et charges	0	0
Récupération/perte sur créances	(596)	296
Dotation/Reprise provision pour dépréciation créances	0	0
	390	151

6.7 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2018	2017
MVL sur cession d'immobilisations incorporelles	0	8 994
MVL sur cession d'immobilisations financières	5 784	38
PVL sur cession d'immobilisations incorporelles	0	(1 416)
Dotation/Reprise provision pour dépréciation titres de participation	0	(38)
	5 784	7 578

La plus-value sur cession d'immobilisations financières correspond à la cession des titres de participation de la société UBS La Maison de Gestion.

6.8 Résultat exceptionnel

	2018	2017
Dotation/Reprise provision pour dépréciation comptes clients	0	208
Indemnités payées/reçues	0	9
Provision risque judiciaire	(15 000)	0
Divers	(5)	316
	(15 005)	533

6.9 Situation fiscale

	2018	2017
Bénéfice comptable avant impôt	(974)	(134)
Différences temporaires	(1 164)	(1 109)
Différences permanentes	10 219	992
Imputation déficit	(3 540)	0
Bénéfice (perte) fiscal	4 540)	(251)
Impôt sur les sociétés (taux d'impôt courant)	(1 166)	0
Crédit d'impôt	126	0
Impôts (à payer)/à recevoir	(1 040)	0

Une charge d'impôt est comptabilisée par la société le cas échéant, en application de la convention d'intégration fiscale conclue avec le groupe UBS Holding (France) SA.

Le montant des déficits fiscaux reportables au 31/12/2018 s'élève à 235,1 millions d'euros.

6.10 Rémunération des organes de direction

Nous vous précisons que le montant global des rémunérations versées au titre de l'exercice 2018 par UBS (France) S.A. à ses mandataires sociaux s'élevait à 5.859.147 euros.

6.11 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés lors de leur départ en retraite s'élèvent à 473.287 euros dont 60.767 euros affectés aux mandataires sociaux et font l'objet d'une provision au 31 décembre 2018. Ces indemnités sont calculées en utilisant la méthode rétrospective sur la base du salaire annuel théorique, de l'ancienneté et de l'âge de l'employé, en accord avec la réglementation en vigueur.

6.12 Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi au titre de 2018 s'élève à 111.724 euros. Ce montant aura pour objet de financer les dépenses d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement de la société.

7. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTÛRE

Depuis le 31 décembre 2018, la Société a fait l'objet d'une condamnation infligée par le Tribunal correctionnel de Paris à la suite de deux mises en examen successives des chefs de complicité de démarchage illicite et de blanchiment de fraude fiscale. De plus amples détails figurent au point 4.9 de la présente annexe.

La Société a par ailleurs vu le pourvoi formé par l'un de ses anciens clients rejeté par la Cour de cassation, mettant ainsi un terme à une procédure vieille de neuf ans et lui permettant de reprendre une provision de deux millions d'euros.

V. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société UBS (France) S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UBS (France) S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque sur les estimations comptables portant sur les provisions relatives aux litiges en cours (notes 3.6 et 4.9 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société est exposée à un certain nombre de litiges ou de risques juridiques. Il peut s'agir, comme indiqué dans la note 4.9 de l'annexe aux comptes annuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► du risque et de l'incertitude inhérente à la procédure d'appel en cours du jugement rendu le 20 février 2019 par le Tribunal Correctionnel dans laquelle votre société a été jugé coupable de complicité de démarchage illicite et de complicité de blanchiment de fraude fiscale ; ► des risques liés à des litiges de nature commerciale ou prud'homale avec des tiers. <p>Comme indiqué dans les notes 3.6 et 4.9 de l'annexe aux comptes annuels, les provisions correspondent au risque d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques. Elles sont estimées par la direction après examen, le cas échéant, de l'avis des conseils juridiques de la banque.</p> <p>Au 31 décembre 2018, les provisions pour risques s'élèvent à K€ 16.507 (note 4.9 de l'annexe aux comptes annuels) et correspondent essentiellement aux risques de nature judiciaire, commerciale et prud'homale.</p> <p>La décision de comptabiliser ou non une provision pour risques et l'estimation du montant de celle-ci nécessitent par nature l'utilisation de jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours.</p>	<p>Le risque d'une sortie significative de ressources porte sur un nombre limité de dossiers dont nous suivons régulièrement l'évolution.</p> <p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des provisions pour risques relatives à ces dossiers en procédant à des échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement les directions générale, juridique et des ressources humaines de la banque.</p> <p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations transmises par les directions concernées ; ► examiner, avec l'appui de nos spécialistes, les analyses ou conclusions des conseils juridiques de la banque obtenues ; ► apprécier, en conséquence, le niveau des provisions pour risques comptabilisées au 31 décembre 2018. <p>Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.</p>

<p>Nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit compte tenu de la sensibilité des hypothèses retenues par la direction afin de former son jugement et de définir les traitements comptables dans les comptes annuels.</p> <p>La société décrit les principes comptables qu'elle applique en matière de provisions dans la note 3.6 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>L'information concernant les provisions est dispensée dans la note 4.9 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	
---	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société UBS (France) S.A. par votre assemblée générale du 31 décembre 2005 pour le cabinet DENJEAN & ASSOCIES et par vos statuts du 7 décembre 1998 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet DENJEAN & ASSOCIES était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt et unième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 28 mai 2019

Les Commissaires aux Comptes

DENJEAN & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Clarence Vergote

Hassan Baaj

VI. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible pour consultation au siège social de la société.